

**Huitième Conférence des États parties
chargée de l'examen de la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

7 juin 2016
Français
Original : anglais

Comité préparatoire

Genève, 26 et 27 avril et 8-12 août 2016

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Examen complet de toutes les dispositions de la Convention

**Incidences financières des propositions d'actions à mener
après la huitième Conférence d'examen**

Document d'information soumis par l'Unité d'appui à l'application

Résumé

Le Comité préparatoire a demandé à l'Unité d'appui à l'application d'établir un document d'information sur les incidences financières des propositions d'actions à mener après la huitième Conférence d'examen (voir BWC/CONF.VIII/PC/2, par. 25). L'Unité a donc élaboré le présent document, qui décrit les incidences financières de plusieurs actions possibles qui pourraient être menées après la huitième Conférence d'examen. Les renseignements qui y figurent ne visent pas à présumer des éventuelles décisions prises par le Comité préparatoire ou les participants à la Conférence, mais uniquement à aider les États parties dans leurs préparatifs. L'Unité pourra, si on le lui demande, fournir un complément d'information avant la huitième Conférence d'examen.



I. Introduction

1. Le présent document vise à faciliter les préparatifs des États parties en vue de la huitième Conférence d'examen en présentant une série d'actions possibles à mener après la Conférence. Comme les États parties n'ont pas encore décidé des actions à mener, ni de leur forme ou de leur structure éventuelles, le présent document ne contient que des éléments factuels et ne présume pas de l'issue des futures discussions sur la question. On y trouvera des renseignements sur le coût des services de conférence et le coût des activités d'autre nature.
2. Plusieurs propositions d'actions à mener ont été formulées dans des documents de travail soumis à des réunions précédentes. Certaines de ces propositions sont détaillées, d'autres sont d'ordre plus général. Le présent document d'information ne fait pas référence à des propositions particulières soumises par des États parties mais fournit des informations financières générales qui pourraient être utiles aux États parties lorsqu'ils réfléchiront aux éventuelles actions à mener après la Conférence d'examen. Ces informations devraient également permettre aux États parties d'extrapoler les coûts afférents à différentes possibilités d'actions futures. L'Unité d'appui à l'application pourra, si on le lui demande, établir un additif au présent document contenant le coût estimatif d'autres solutions.
3. Les coûts estimatifs présentés le sont à titre provisoire, et le coût réel du programme de travail qui sera exécuté après la huitième Conférence d'examen dépendra de divers facteurs qu'il est impossible de prédire à ce stade.

II. Coût estimatif des éventuelles actions à mener

4. Les précédentes conférences d'examen ont approuvé des coûts estimatifs incluant le coût des services de conférence et celui des autres services¹. Le coût des services de conférence comprend toutes les dépenses afférentes aux réunions (notamment les services d'interprétation, le traitement, la reproduction et la traduction des documents et les services d'appui en séance). Depuis la sixième Conférence d'examen, les coûts autres que ceux des services de conférence comprennent les dépenses afférentes à l'Unité d'appui à l'application (notamment les dépenses de personnel, le matériel et les frais de voyage). La présente section suit la même structure.

A. Coût des services de conférence

5. La présente section contient des informations sur les coûts afférents aux réunions que la huitième Conférence d'examen pourrait décider d'organiser pendant la période qui précédera la neuvième Conférence. Les différentes possibilités ne sont pas présentées par ordre de préférence ou de priorité. Elles sont fondées sur les activités antérieures menées au titre de la Convention ou sur des propositions faites par les États parties dans le cadre des préparatifs de la huitième Conférence d'examen.
6. Il est supposé que les réunions dont les incidences financières sont présentées ci-après auront lieu à l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), comme ce fut le cas pour toutes les réunions précédentes. Les coûts estimatifs provisoires, calculés sur la base des informations fournies par le Service de la gestion des ressources financières de l'ONUG, sont les suivants :

¹ Voir par exemple BWC/CONF.VII/4/Rev.1.

Coûts estimatifs							
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
	5 jours (services complets)	3 jours (services complets)	2 jours (services complets)	10 jours (services complets)	5 jours (pas de traduction)	5 jours (ni interprétation ni traduction)	5 jours (petite réunion, services complets)
Services de conférence							
Interprétation et service des séances	95 000	57 000	27 000	190 000	95 000	3 600	95 000
Documentation (par exemple, traduction, reproduction et distribution)	255 900	218 500	183 600	255 900	22 600	22 600	146 200
Services d'appui ^a	3 900	2 400	1 600	7 800	3 900	3 900	3 900
Autres services ^b	26 700	19 500	14 500	98 400	13 700	8 500	20 600
Total (y compris 13 % de dépenses d'appui au programme)	381 500	297 400	226 700	552 100	135 200	38 600	265 700

^a Technicien du son/enregistrement.

^b Fonctionnaire du contrôle des documents, fonctionnaire chargé de la distribution des documents, location d'un ordinateur, d'une imprimante et d'un disque de mémoire flash, personnel temporaire (autre que pour les réunions) et assistance spécialisée pour les services de comptabilité et l'administration des ressources financières.

7. Compte tenu des informations présentées ci-dessus, il est possible de calculer les incidences financières de différentes actions possibles à mener après la huitième Conférence d'examen. Des exemples sont fournis ci-après à titre d'information seulement (il ne s'agit ici que du coût des services de conférence ; les autres coûts (par exemple, les dépenses de personnel de l'Unité d'appui à l'application) sont évoqués à la section B ci-après) :

a) Deux réunions de cinq jours par an avec services de conférence complets (traduction et interprétation) (colonne (1) du tableau), à l'instar du programme intersessions 2012-2015. Le coût annuel des services de conférence serait de 763 000 dollars des États-Unis ;

b) Une réunion de dix jours (colonne (4) du tableau) et une réunion de cinq jours (colonne (1) du tableau) par an, toutes deux avec services de conférence complets (traduction et interprétation), à l'instar du programme intersessions 2003-2005. Le coût annuel des services de conférence serait de 933 600 dollars des États-Unis ;

c) Cinq réunions de dix jours (colonne (4) du tableau) par an avec services de conférence complets (traduction et interprétation), à l'instar des réunions du Groupe spécial pendant les années 1990 et au début des années 2000. Le coût annuel des services de conférence serait de 2 760 500 dollars des États-Unis ;

d) Quatre réunions de dix jours (colonne (4) du tableau), cinq petites réunions de cinq jours (colonne (7) du tableau) et une réunion de trois jours (colonne (2) du tableau), toutes avec services de conférence complets. Le coût annuel des services de conférence serait de 3 834 300 dollars des États-Unis ;

e) Deux réunions de cinq jours (colonne (1) du tableau) et une réunion de trois jours (colonne (2) du tableau), toutes deux avec services de conférence complets. Le coût annuel des services de conférence serait de 1 060 400 dollars des États-Unis ;

f) Deux réunions de cinq jours avec services d'interprétation mais sans traduction des documents (colonne (5) du tableau) et une réunion de trois jours avec services de conférence complets (colonne (2) du tableau). Le coût annuel des services de conférence serait de 567 800 dollars des États-Unis.

8. Des réunions informelles plus courtes, sans services d'interprétation ni traitement des documents, peuvent également être organisées ponctuellement. Cette possibilité ne figure pas parmi les exemples donnés ci-dessus.

B. Coûts autres que ceux des services de conférence

9. La présente section contient des informations sur les coûts autres que ceux des services de conférence afférents aux actions qui pourraient être menées après la huitième Conférence d'examen.

Unité d'appui à l'application

10. La sixième Conférence d'examen a décidé de créer une Unité d'appui à l'application, financée par les États parties et dotée de trois fonctionnaires engagés pour une durée déterminée, dont le mandat a été renouvelé par la septième Conférence d'examen². Les postes concernés étaient de la classe P-2, P-3 et P-5. En 2014, après avoir examiné les postes P-2 et P-3, les États parties sont convenus de les porter respectivement à la classe P-3 et P-4. Par conséquent, l'Unité d'appui à l'application se compose actuellement d'un chef d'unité (P-5), d'un spécialiste des questions politiques (P-4) et d'un spécialiste des questions politiques (P-3). Les informations ci-après visent à aider les États parties à se prononcer lorsqu'ils seront appelés à renouveler le mandat de l'Unité ou à renforcer ses effectifs au vu des tâches supplémentaires que la huitième Conférence d'examen pourrait lui confier (il s'agit de coûts standard, les coûts réels pouvant varier en fonction de plusieurs facteurs) :

	Dollars É.-U. ³
Spécialiste des questions politiques (hors classe) (P-5)	279 336
Spécialiste des questions politiques (P-4)	240 125
Spécialiste des questions politiques (P-3)	198 654
Spécialiste des questions politiques (adjoint de 1 ^{re} classe) (P-2)	162 494
Assistant administratif (G-5)	156 279

11. Les coûts de fonctionnement de l'Unité d'appui à l'application incluent également des postes budgétaires modestes relatifs aux voyages et au matériel. Pour le programme intersessions 2012-2015, ces dépenses se sont élevées à 20 000 dollars des États-Unis et 5 000 dollars des États-Unis par an, respectivement. Comme il est indiqué dans le rapport soumis par l'Unité sur l'exécution de ses activités⁴, la taille réduite du budget prévu pour les déplacements a des incidences sur la répartition régionale des activités de l'Unité. En outre, les dispositions financières actuelles créent des difficultés lorsque des fonctionnaires s'absentent temporairement pendant de longues périodes, puisqu'il n'est possible ni de recruter des suppléants temporaires ni de reporter les fonds non utilisés sur l'année

² Voir BWC/CONF.VI/6, partie III, par. 5, et BWC/CONF.VII/7, partie III, par. 31.

³ Les coûts indiqués pour chaque poste incluent des dépenses d'appui au programme au taux standard de 13 %.

⁴ BWC/CONF.VIII/PC/6.

suivante. Les États parties souhaiteront peut-être étudier ces questions à la huitième Conférence d'examen.

12. Le financement de l'Unité d'appui à l'application est pris en compte dans le calcul des contributions mises en recouvrement auprès des États parties chaque année. Dans les prévisions de dépenses qui constituent la base de calcul, les coûts de fonctionnement de l'Unité sont habituellement inclus dans les coûts afférents à la première réunion d'une année donnée. En outre, l'ONU applique un taux forfaitaire de 13 % au titre des dépenses d'appui au programme.

13. Compte tenu des chiffres évoqués plus haut, le coût du maintien de l'Unité avec les effectifs et les budgets actuels (un P-5, un P-4, un P-3 et 25 000 dollars É.-U. pour les déplacements et le matériel) plus 13 % de dépenses d'appui au programme est estimé à 746 365 par an. À titre d'information, le fait d'ajouter deux fonctionnaires supplémentaires (par exemple, un poste P-4 et un poste G-5) porterait ce montant à 1 142 800 dollars des États-Unis.

Participation d'experts nationaux aux réunions tenues au titre de la Convention

14. Certaines propositions d'actions à mener après la huitième Conférence d'examen supposent la participation d'experts nationaux aux réunions tenues à Genève, le coût de leur participation étant imputé au budget annuel de la Convention. Fort de son expérience de la gestion du programme de parrainage mis en place par la septième Conférence d'examen, l'Unité d'appui à l'application est en mesure de fournir les renseignements suivants :

- a) Coût moyen d'un billet aller-retour à Genève en classe économique (hors Europe) : 1 500 dollars des États-Unis ;
- b) Coût moyen d'un billet aller-retour à Genève en classe économique (Europe) : 500 dollars des États-Unis ;
- c) Indemnité journalière de subsistance à Genève : 401 dollars des États-Unis par jour.

15. Ces montants permettent d'estimer à 68 000 dollars des États-Unis le coût de la présence à Genève d'experts nationaux de 20 États parties pour une réunion de cinq jours⁵. Si le coût des billets d'avion peut être bien inférieur aux montants indiqués ci-dessus, en revanche, le montant de l'indemnité journalière de subsistance pour Genève est fixé par l'ONU et varie très peu.

Manifestations de sensibilisation et de renforcement des capacités

16. Le budget de la Convention ne couvre pas actuellement les activités de renforcement des capacités et l'organisation de manifestations visant à mieux faire connaître la Convention. De telles manifestations sont organisées grâce aux contributions volontaires versées par les États parties qui en sont en mesure de le faire. Par exemple, en 2013, l'Unité d'appui à l'application a reçu une contribution des États-Unis d'Amérique aux fins de l'organisation d'une manifestation à Santiago (Chili). Le Bureau des affaires de désarmement, en tant qu'entité hôte de l'Unité, a également reçu trois importantes contributions de la part de l'Union européenne, grâce auxquelles l'Unité a pu participer à l'organisation de plusieurs ateliers régionaux et programmes d'aide aux pays. Il ressort de cette expérience que le coût moyen d'un atelier régional s'élève à environ 60 000 dollars des États-Unis.

⁵ Sur la base du coût moyen pour 10 experts extraeuropéens et 10 experts d'Europe de l'Est et de l'Ouest, avec versement d'une indemnité journalière de subsistance pendant six jours afin de permettre aux participants d'arriver la veille de la réunion.

III. Barème des quotes-parts

17. Une fois approuvé par les États parties, les coûts estimatifs établis par le secrétariat servent à calculer le barème des quotes-parts. Depuis la septième Conférence d'examen, les coûts relatifs au programme intersessions sont répartis entre tous les États parties à la Convention sur la base du barème des quotes-parts de l'ONU, au prorata du nombre d'États parties par rapport au nombre d'États Membres de l'ONU⁶.

18. À titre d'exemple, le barème des quotes-parts pour la huitième Conférence d'examen et son Comité préparatoire en 2016 est joint en annexe au présent document. Y figurent les contributions demandées à chaque État partie au titre du coût total des réunions tenues en 2016, qui s'élève 1 966 700 dollars des États-Unis.

IV. Conclusions

19. Le présent document vise à fournir aux États parties les renseignements dont ils ont besoin pour examiner les incidences financières des propositions d'actions à mener après la huitième Conférence d'examen. L'Unité d'appui à l'application pourra, si on le lui demande, établir un additif au présent document contenant des informations supplémentaires à l'intention des États parties, pour diffusion avant la Conférence d'examen.

⁶ BWC/CONF.VII/7, partie III, par. 37.

Annexe

[Anglais seulement]

Scale of assessments for the Biological Weapons Convention in 2016

		<i>Percentage of UN 2016 assessment</i>	<i>Prorated % of contributions</i>	<i>Assessed contributions US\$</i>
		<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>
<i>A. States Parties</i>				
1	Afghanistan	0.006	0.006	118
2	Albania	0.008	0.008	159
3	Algeria	0.161	0.162	3,188
4	Andorra	0.006	0.006	118
5	Antigua and Barbuda	0.002	0.002	39
6	Argentina	0.892	0.898	17,661
7	Armenia	0.006	0.006	118
8	Australia	2.337	2.353	46,275
9	Austria	0.720	0.725	14,256
10	Azerbaijan	0.060	0.060	1,188
11	Bahamas	0.014	0.014	277
12	Bahrain	0.044	0.044	872
13	Bangladesh	0.010	0.010	198
14	Barbados	0.007	0.007	139
15	Belarus	0.056	0.056	1,108
16	Belgium	0.885	0.891	17,526
17	Belize	0.001	0.001	19
18	Benin	0.003	0.003	60
19	Bhutan	0.001	0.001	19
20	Bolivia (Plurinational State of)	0.012	0.012	238
21	Bosnia and Herzegovina	0.013	0.013	258
22	Botswana	0.014	0.014	277
23	Brazil	3.823	3.849	75,695
24	Brunei Darussalam	0.029	0.029	574
25	Bulgaria	0.045	0.045	891
26	Burkina Faso	0.004	0.004	80
27	Burundi	0.001	0.001	19
28	Cabo Verde	0.001	0.001	19
29	Cambodia	0.004	0.004	80
30	Cameroon	0.010	0.010	198

		Percentage of UN 2016 assessment	Prorated % of contributions	Assessed contributions US\$
		(1)	(2)	(3)
<i>A. States Parties</i>				
31	Canada	2.921	2.941	57,835
32	Chile	0.399	0.402	7,901
33	China	7.921	7.975	156,836
34	Colombia	0.322	0.324	6,376
35	Congo	0.006	0.006	118
36	Cook Islands	0.001	0.001	19
37	Costa Rica	0.047	0.047	930
38	Croatia	0.099	0.100	1,960
39	Cuba	0.065	0.065	1,286
40	Cyprus	0.043	0.043	852
41	Czech Republic	0.344	0.346	6,810
42	Democratic People's Republic of Korea	0.005	0.005	99
43	Democratic Republic of the Congo	0.008	0.008	159
44	Denmark	0.584	0.588	11,564
45	Dominica	0.001	0.001	19
46	Dominican Republic	0.046	0.046	910
47	Ecuador	0.067	0.067	1,327
48	El Salvador	0.014	0.014	277
49	Equatorial Guinea	0.010	0.010	198
50	Estonia	0.038	0.038	752
51	Ethiopia	0.010	0.010	198
52	Fiji	0.003	0.003	60
53	Finland	0.456	0.459	9,028
54	France	4.859	4.892	96,210
55	Gabon	0.017	0.017	336
56	Gambia	0.001	0.001	19
57	Georgia	0.008	0.008	159
58	Germany	6.389	6.432	126,502
59	Ghana	0.016	0.016	317
60	Greece	0.471	0.474	9,326
61	Grenada	0.001	0.001	19
62	Guatemala	0.028	0.028	555
63	Guinea-Bissau	0.001	0.001	19
64	Guyana	0.002	0.002	39
65	Holy See	0.001	0.001	19
66	Honduras	0.008	0.008	159
67	Hungary	0.161	0.162	3,188

		Percentage of UN 2016 assessment	Prorated % of contributions	Assessed contributions US\$
		(1)	(2)	(3)
<i>A. States Parties</i>				
68	Iceland	0.023	0.023	456
69	India	0.737	0.742	14,593
70	Indonesia	0.504	0.507	9,980
71	Iran (Islamic Republic of)	0.471	0.474	9,326
72	Iraq	0.129	0.130	2,555
73	Ireland	0.335	0.337	6,633
74	Italy	3.748	3.773	74,210
75	Jamaica	0.009	0.009	178
76	Japan	9.680	9.745	191,664
77	Jordan	0.020	0.020	396
78	Kazakhstan	0.191	0.192	3,782
79	Kenya	0.018	0.018	357
80	Kuwait	0.285	0.287	5,643
81	Kyrgyzstan	0.002	0.002	39
82	Lao People's Democratic Republic	0.003	0.003	60
83	Latvia	0.050	0.050	990
84	Lebanon	0.046	0.046	910
85	Lesotho	0.001	0.001	19
86	Libya	0.125	0.126	2,475
87	Liechtenstein	0.007	0.007	139
88	Lithuania	0.072	0.072	1,426
89	Luxembourg	0.064	0.064	1,267
90	Madagascar	0.003	0.003	60
91	Malawi	0.002	0.002	39
92	Malaysia	0.322	0.324	6,376
93	Maldives	0.002	0.002	39
94	Mali	0.003	0.003	60
95	Malta	0.016	0.016	317
96	Marshall Islands	0.001	0.001	19
97	Mauritania	0.002	0.002	39
98	Mauritius	0.012	0.012	238
99	Mexico	1.435	1.445	28,416
100	Monaco	0.010	0.010	198
101	Mongolia	0.005	0.005	99
102	Montenegro	0.004	0.004	80
103	Morocco	0.054	0.054	1,069
104	Mozambique	0.004	0.004	80
105	Myanmar	0.010	0.010	198

		Percentage of UN 2016 assessment	Prorated % of contributions	Assessed contributions US\$
		(1)	(2)	(3)
<i>A. States Parties</i>				
106	Nauru	0.001	0.001	19
107	Netherlands	1.482	1.492	29,343
108	New Zealand	0.268	0.270	5,307
109	Nicaragua	0.004	0.004	80
110	Niger	0.002	0.002	39
111	Nigeria	0.209	0.210	4,138
112	Norway	0.849	0.855	16,810
113	Oman	0.113	0.114	2,237
114	Pakistan	0.093	0.094	1,842
115	Palau	0.001	0.001	19
116	Panama	0.034	0.034	674
117	Papua New Guinea	0.004	0.004	80
118	Paraguay	0.014	0.014	277
119	Peru	0.136	0.137	2,692
120	Philippines	0.165	0.166	3,267
121	Poland	0.841	0.847	16,652
122	Portugal	0.392	0.395	7,761
123	Qatar	0.269	0.271	5,326
124	Republic of Korea	2.039	2.053	40,372
125	Republic of Moldova	0.004	0.004	80
126	Romania	0.184	0.185	3,643
127	Russian Federation	3.088	3.109	61,142
128	Rwanda	0.002	0.002	39
129	Saint Kitts and Nevis	0.001	0.001	19
130	Saint Lucia	0.001	0.001	19
131	Saint Vincent and the Grenadines	0.001	0.001	19
132	San Marino	0.003	0.003	60
133	Sao Tome and Principe	0.001	0.001	19
134	Saudi Arabia	1.146	1.154	22,691
135	Senegal	0.005	0.005	99
136	Serbia	0.032	0.032	633
137	Seychelles	0.001	0.001	19
138	Sierra Leone	0.001	0.001	19
139	Singapore	0.447	0.450	8,850
140	Slovakia	0.160	0.161	3,168
141	Slovenia	0.084	0.085	1,664
142	Solomon Islands	0.001	0.001	19
143	South Africa	0.364	0.366	7,207

		Percentage of UN 2016 assessment	Prorated % of contributions	Assessed contributions US\$
		(1)	(2)	(3)
<i>A. States Parties</i>				
144	Spain	2.443	2.460	48,374
145	Sri Lanka	0.031	0.031	614
146	Sudan	0.010	0.010	198
147	Suriname	0.006	0.006	118
148	Swaziland	0.002	0.002	39
149	Sweden	0.956	0.962	18,928
150	Switzerland	1.140	1.148	22,572
151	Tajikistan	0.004	0.004	80
152	Thailand	0.291	0.293	5,762
153	The former Yugoslav Republic of Macedonia	0.007	0.007	139
154	Timor-Leste	0.003	0.003	60
155	Togo	0.001	0.001	19
156	Tonga	0.001	0.001	19
157	Trinidad and Tobago	0.034	0.034	674
158	Tunisia	0.028	0.028	555
159	Turkey	1.018	1.025	20,157
160	Turkmenistan	0.026	0.026	515
161	Uganda	0.009	0.009	178
162	Ukraine	0.103	0.104	2,040
163	United Arab Emirates	0.604	0.608	11,959
164	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	4.463	4.493	88,367
165	United States of America	22.000	22.149	435,604
166	Uruguay	0.079	0.080	1,565
167	Uzbekistan	0.023	0.023	456
168	Vanuatu	0.001	0.001	19
169	Venezuela (Bolivarian Republic of)	0.571	0.575	11,306
170	Viet Nam	0.058	0.058	1,149
171	Yemen	0.010	0.010	198
172	Zambia	0.007	0.007	139
173	Zimbabwe	0.004	0.004	80
GRAND TOTAL		99.328	100.000	1,966,700